

L'effondrement de l'empire américain



[Source : littoria.substack.com]

Par Joseph Jordan

Les idéologues néoconservateurs/sionistes comme Robert Kagan ont beau écrire sur le caractère exceptionnellement inévitable de l'ordre mondial américain, les citoyens américains ont le sentiment général que leur pays n'a pas d'avenir. Cette impression est-elle justifiée ? Ceux qui étudient le déclin impérial peuvent examiner les observations historiques et les parallèles pour en décider.

Certes, le recours à l'historicisme pour tenter de prévoir les évolutions géopolitiques à court et moyen terme est une science imparfaite, qui prend souvent la forme de devinettes ou d'affirmations intuitives fondées sur des préjugés.

Le problème réside en partie dans le fait que l'on se fie trop à l'histoire ancienne, en particulier à celle de Rome, comme point de référence pour comprendre la montée et la chute des empires. Le manque de données spécifiques concernant les développements qui ont abouti à la chute de Rome a conduit les commentateurs ultérieurs à combler les lacunes à travers les prismes idéologiques de leur époque. Par exemple, l'historien britannique du XVIIIe siècle Edward Gibbon a désigné la décadence comportementale de l'élite romaine comme le catalyseur de sa chute. La pureté morale individuelle était une fixation forte pour les Anglais protestants comme Gibbon à son époque, mais cette théorie peut être remise en question par des informations révélant des dérives morales à grande échelle chez les dirigeants romains pendant la préparation et la réalisation de l'apogée territoriale de l'empire au IIe siècle après J.-C., par exemple Caligula ou Néron, dont l'obscénité est tristement célèbre. ([1] Il n'est pas sûr du tout que ceci représente un réel contre-argument de l'hypothèse de Gibbon, car il est au contraire plausible que la déchéance morale pourrisse seulement progressivement les diverses composantes (économiques, industrielles, éducatives, etc.) d'une civilisation, ceci en finissant par toucher la majorité ou au moins une minorité influente et déterminante de la population – NDLR.) Aujourd'hui, les récits accusant le changement climatique d'être à l'origine du déclin de Rome, une obsession du XXIe siècle, ont pris de l'ampleur. ([2] Dans le cas d'une influence climatique, il est en effet nettement plus probable que le

froid excessif soit plus destructeur de civilisations qu'une augmentation de température de quelques degrés. Preuve en est que l'Afrique tropicale et équatoriale est loin d'être déserte et c'est même la région du monde qui connaît la plus forte croissance démographique. Alors qu'à l'opposé, il ne devait pas faire bon vivre en Europe lors de la dernière période glaciaire – (NDLR.))

Une comparaison plus directe avec la chute de l'Union soviétique, pour laquelle des informations détaillées *sont* disponibles, est plus utile pour enquêter sur le malaise et la viabilité à long terme de l'empire américain. Les États-Unis de 2024 partagent plusieurs tendances démographiques avec l'Union soviétique des années 1970 – « l'ère de stagnation » – qui a finalement conduit à l'implosion de la grande superpuissance eurasiatique en 1991.

En examinant le pronostic à court et moyen terme (10 à 30 ans) de l'empire américain, nous le comparerons également à ses principaux adversaires : principalement la Russie et la Chine, et, en complément (plus encore dans les articles suivants), l'Iran.

Cet auteur souligne qu'il n'a pas l'impression que la Russie, la Chine ou l'Iran puissent vaincre l'empire américain à eux seuls. Ces trois pays présentent des avantages différents par rapport aux États-Unis dans leur lutte historique contre l'unipolarité néolibérale, mais aussi des inconvénients en tant que candidats individuels, ce qui laisse penser qu'un avenir sans *Pax Americana* pourrait être celui d'avant la Seconde Guerre mondiale, limité aux sphères d'influence naturelles, plutôt qu'une recréation des efforts ambitieux de Washington pour dominer le monde. Si les trois puissances se coordonnent et s'unissent – comme le suggère le partenariat « sans limites » de la Chine et de la Russie ou les pactes pluriannuels des deux puissances avec l'Iran – l'ordre mondial libéral d'après-guerre dirigé par Washington pourrait s'effondrer plus tôt que prévu.

La Russie et la Chine restent derrière l'Amérique sur un large éventail de paramètres, mais ce qui est impossible à nier, c'est qu'elles commencent à rattraper leur retard alors que les États-Unis se trouvent globalement à un point d'inflexion. En 2021, Xi Jinping a souligné ce point dans son discours, affirmant que « le temps et l'élan » étaient du côté de la Chine.

Un point logique à souligner est que, d'une manière générale, la vie des Russes et des Chinois ordinaires s'améliore objectivement, alors que les choses se détériorent manifestement en Amérique. Cela seul peut créer des divergences dans le moral national lors d'une compétition entre grandes puissances.

Les facteurs économiques, militaires, politiques et autres qui annoncent l'échec et la neutralisation géopolitique des États-Unis et de leur idéologie sur la scène mondiale seront examinés dans de futurs articles.

Partie I : Démographie

L'un des premiers symptômes du déclin d'une nation est l'effondrement de la santé sociale et humaine. Souvent, de petits changements dans les données liées au bien-être de la population témoignent de la partie immergée des problèmes, plus importants et plus systématiques au sein d'un peuple.

Au plus fort de la « stagnation de Brejnev » en URSS, au milieu et à la fin des années 1970, les démographes ont commencé à spéculer sur la santé de l'empire autrefois apparemment tout-puissant après avoir découvert que les taux de mortalité infantile du pays commençaient à augmenter. Bien que cette augmentation soit mineure – seulement quelques points de pourcentage – elle a brisé un cycle de décennies de progrès rapides en matière de capacité de survie des nourrissons soviétiques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Cela était déroutant pour les observateurs traditionnels de l'époque, car l'Union soviétique jouissait, financièrement, d'une relative prospérité en raison d'un boom mondial des exportations de pétrole déclenché par l'embargo pétrolier de la Ligue arabe en 1973. L'URSS de Leonid Brejnev (qui a gouverné de 1964 à 1982) a planifié son économie pour devenir un pair militaire des États-Unis (en particulier dans le domaine des armes nucléaires), a été puissante sur le plan industriel et a égalé ou devancé ses rivaux dans le monde dans divers domaines de pointe, tels que l'aérospatiale.

Pourtant, malgré le succès superficiel du système, l'atout le plus important de l'URSS, sa *population*, commençait à montrer des signes de décadence et de misère.

Aujourd'hui, aux États-Unis, nous observons des tendances similaires.

Dans le contexte soviétique, les minorités d'Asie centrale au sein de l'espace soviétique multiethnique, qui bénéficiaient de privilèges économiques, sociaux et juridiques particuliers (avant l'Amérique, les bolcheviks de l'Union soviétique ont créé la première nation à pratiquer une discrimination raciale officielle à l'encontre de ses propres citoyens appartenant à la majorité ethnique, comme l'explique Terry Martin dans son livre *The Affirmative Action Empire*, publié en 2001), ont connu une croissance beaucoup plus rapide que la population slave, moins fertile, au cours des années 1960 et 1970. En 1979, les Russes ethniques ne représentaient plus que 52 % de la population soviétique.

Comme l'a montré le livre *Bowling Alone* de Robert D. Putnam paru en 2000, le multiculturalisme/multiracialisme est fortement corrélé à l'aliénation et à la méfiance. Comme l'URSS en période de récession, la composition raciale de l'Amérique a radicalement changé au cours des 50 dernières années, les Blancs représentant désormais moins de 58 % de la population.

Outre les problèmes nationaux créés par l'aliénation raciale et culturelle, les changements démographiques entraînent des changements dans l'ensemble de

la société. Les nations commencent naturellement à prendre le caractère des pays d'origine des nouvelles populations qui les peuplent, ce qui, dans le contexte américain, signifie qu'elles prennent du retard sur la périphérie de leur empire, telles que l'Europe occidentale, dans des secteurs critiques. Il s'agit là d'un autre point commun avec l'URSS des années 1970, où la patrie soviétique elle-même était en proie à des dysfonctionnements et où le niveau de vie était inférieur à celui des protectorats du Pacte de Varsovie homogènes sur le plan ethnique et racial, tels que la Hongrie ou l'Allemagne de l'Est. Les nations non blanches et non asiatiques pourraient peut-être réussir, mais cela nécessiterait une gouvernance illibérale, une cohésion ethnoculturelle et une discipline imposée dont les pays totalement multiraciaux (comme l'Amérique ou le Brésil) semblent être dépourvus.

Comme on pouvait s'y attendre, ce n'est pas une coïncidence si les États-Unis sont confrontés à une baisse du niveau de vie et à une dégradation sociale, y compris au sein de la majorité blanche autrefois prospère, ce qui les place dans une situation gravement désavantageuse par rapport à leurs concurrents géopolitiques.

En 2022, le Center for Disease Control a rapporté que la mortalité infantile aux États-Unis a augmenté de 3 % pour la première fois depuis des décennies, passant de 5,44 décès infantiles pour 1 000 naissances vivantes l'année précédente à 5,60. En 2023, aucun progrès n'a été fait pour résoudre ce problème : le même chiffre a été rapporté.

En comparaison, la mortalité infantile en Russie est désormais plus faible. En 2023, il y a eu 4 807 décès pour 1 000 naissances vivantes, soit une baisse de 3,8 % par rapport à 2022. Il s'agit d'un exploit remarquable du gouvernement de Vladimir Poutine. En 2003, au début du règne de Poutine, la Russie a enregistré un taux alarmant de 16 156 décès pour 1 000 naissances vivantes, alors que les États-Unis avaient à cette époque un taux de mortalité infantile de 6,85.

Sur le front chinois, leur population massive est à la traîne de celle des États-Unis, avec 8,4 nourrissons qui meurent pour 1 000 naissances. Nous pouvons consulter ici la citation de Xi Jinping sur « l'élan ». La Chine a vu ce chiffre diminuer régulièrement de plus de 3 % chaque année, alors que l'Amérique subit l'inverse, ce qui suggère que, comme la Russie, on peut s'attendre à ce qu'elle surmonte cet obstacle.

Cette hausse de la mortalité infantile est en grande partie liée à l'augmentation de la population minoritaire américaine. Les Noirs et les Amérindiens en particulier ont des taux élevés de mortalité infantile en raison d'activités négligentes telles que la consommation de drogues, l'alcoolisme, les abus, ainsi que des services de santé surchargés ou mal administrés par les minorités. Dans le même temps, le taux de mortalité infantile augmente également chez les mères blanches, ce qui suggère que ces symptômes de détérioration nuisent également à la communauté blanche américaine.

Ce dépérissement des mesures fondamentales de la vie s'inscrit dans une tendance plus large. De 2019 à 2023, l'espérance de vie aux États-Unis est passée de 79 ans à 76 ans aujourd'hui. Ce chiffre convient davantage aux pays en développement qu'à ceux que nous considérons comme avancés. Parmi les pays libéraux américains développés, l'espérance de vie actuelle de l'Allemagne est de 82 ans, celle du Royaume-Uni de 82 ans, celle de la France de 83 ans, etc.

Après une légère augmentation entre 2022 et 2023, l'espérance de vie de 77 ans des Chinois dépasse désormais celle des Américains, une première historique pour la Chine. La Russie, qui mène une guerre brutale en Ukraine, a encore vu son espérance de vie augmenter entre 2022 et 2023 : 72 à 73 ans.

Pour en revenir aux chiffres de 2003, l'espérance de vie des Américains était de 77 ans, celle des Chinois de 73 ans et celle des Russes de 65 ans. Si l'on compare les données soviétiques à l'époque de la stagnation, on constate une fois de plus une similitude avec les États-Unis. Le Politburo a commencé à tirer la sonnette d'alarme en interne lorsqu'il a découvert que l'espérance de vie avait soudainement chuté d'une manière similaire à celle des États-Unis, passant de 69,5 en 1971 à 67,9 en 1978, un fait révélé publiquement et très controversé pendant *la Perestroïka* et *la Glasnost*.

La diminution de l'espérance de vie et l'augmentation de la mortalité infantile aux États-Unis, comme dans le cas de l'Union soviétique, sont alimentées par une explosion de la toxicomanie, de l'obésité, du suicide, des échecs institutionnels et d'autres mesures informelles de nihilisme et de désespoir enracinés dans *l'anomie*.

En 2023, il y a eu 112 000 décès par surdose de drogue, principalement parmi les jeunes.

Cela éclipse la Russie, qui est elle-même considérée comme ayant un problème de drogue. Lors d'une récente augmentation des surdoses de drogue en 2021, le pays qui compte moins de la moitié de la population américaine a subi 7 316 overdoses mortelles, en partie dues à l'ennui ou à la solitude pendant la COVID.

En Chine, avec une population de 1,4 milliard d'habitants et une crise historique de dépendance à l'opium dans le rétroviseur, le taux de décès liés à la drogue est d'environ 49 000 par an.

Dans le domaine du suicide, la Russie a longtemps eu la réputation d'être un leader mondial dans cette catégorie, mais les États-Unis l'ont désormais discrètement dépassée.

En 2021, la Russie a connu 10,7 décès auto-infligés pour 100 000 habitants. La même année, le taux aux États-Unis a grimpé à 14,04 pour 100 000 habitants.

À titre de comparaison, en 2000, les Russes se sont suicidés au taux de

39 décès pour 100 000 personnes. Leurs nouveaux chiffres constituent donc un énorme pas en avant dans la résolution de ce problème.

En Amérique, nous subissons un étonnant recul. En 2000, les Américains étaient 40 % moins susceptibles de se suicider, avec un taux de 10,4 pour 100 000.

En Chine, les taux de suicide ont diminué, passant de 10,88 à 5,25 entre 2010 et 2021.

Dans le monde des maladies mentales graves, les États-Unis sont également en tête de leurs rivaux.

En 2022, environ 5 % des Américains souffraient de troubles mentaux graves, comme la psychose ou la schizophrénie, tandis qu'un citoyen américain sur cinq est soigné médicalement pour des formes plus légères comme la dépression clinique.

En Russie, environ 8,8 % des citoyens reçoivent un diagnostic de dépression clinique. Seulement 0,3 % des Russes sont schizophrènes. Il s'agit d'une autre forte baisse statistique par rapport au passé récent de la Russie.

Personne ne sera surpris d'apprendre que les Américains sont les plus obèses au monde, une comorbidité clé qui accélère ces problèmes démographiques. Cela ne nécessite pas de calculs.

Ce qui pourrait surprendre certains, cependant, c'est que les citoyens de l'Union soviétique des années 1970 et 1980 étaient également inhabituellement obèses.

Les citoyens soviétiques ont commencé à prendre du poids pendant l'ère Brejnev en raison de la plus grande disponibilité de nourriture par rapport au passé.

Dans une étude médicale commandée par l'État soviétique pendant la Perestroïka, il a été constaté que 30 % des citoyens étaient en surpoids et que les deux tiers étaient sédentaires, malgré de nombreuses possibilités de faire de l'exercice et du sport. Cela allait à l'encontre des efforts tant vantés de l'Union soviétique pour devenir internationalement connue comme une superpuissance sportive.

C'était un fait que le régime soviétique ne pouvait cacher dans les années 1970. Pour lutter contre l'épidémie d'obésité, le gouvernement a recherché des solutions technocratiques, ce qui a conduit à des recherches qui ont découvert de nombreux régimes spéciaux et traitements popularisés aujourd'hui, comme le jeûne intermittent.

Contrairement à la propagande de la guerre froide des deux côtés reliant l'obésité au capitalisme, les citoyens soviétiques étaient plus gros que les

Américains. En 1975, seulement 20 % des Américains étaient considérés comme étant en surpoids.

Les données soviétiques publiées lors de la Glasnost et de la Perestroïka dans les années 1970 et 1980 ont également révélé une énorme augmentation des décès dus à l'alcoolisme, une augmentation des décès liés aux stupéfiants et une augmentation des taux de suicide. Cette crise sociale a continué à s'intensifier dans les années 1980, atteignant son apogée sous la présidence post-effondrement de Boris Eltsine, où l'espérance de vie d'un homme russe a été réduite à 57 ans.

La condition préalable à toute tentative de gestion d'un empire mondial est naturellement le bien-être et le bonheur de son peuple. Les Américains sont plus obèses, drogués, aliénés, malades mentaux et meurent de causes évitables à des taux plus élevés que les citoyens des pays cherchant à renverser l'ordre mondial américain. Ce n'est qu'une question de temps avant que ce différentiel ne devienne irréfutablement apparent dans l'équilibre mondial des pouvoirs.

Les économistes peuvent considérer la croissance du PIB américain, un sujet que nous explorons dans la prochaine partie, comme une preuve de la stabilité impériale. Mais les économistes libéraux n'ont pas d'analyse de la puissance dans leurs perspectives, et dans le domaine de la puissance militaire, technologique, de type « soft power » [« à la manière douce »] ou d'autres formes de concurrence internationale, celle-ci découle de la santé générale d'un peuple, de ses capacités et de sa foi dans le fait que ses dirigeants améliorent ses conditions de vie. Cela a été perdu depuis longtemps dans l'Amérique de 2024, et il n'est plus possible d'ignorer la gravité de la situation.

Tout comme les Russes ont été désenchantés par le système soviétique, le peuple américain (en particulier les Blancs) a renoncé à l'Amérique.

Partie II : Économie

[Source : littoria.substack.com]

Si nous devons identifier la clé du succès de l'Amérique au cours des deux guerres mondiales et de l'impasse avec l'Union soviétique, ce serait son économie dynamique et ses impressionnantes capacités de production.

Cette prouesse économique évidente a été réduite à celle d'une énigme. Une part substantielle de la valeur de l'empire américain aujourd'hui est imaginaire.

Si l'on s'en remettait uniquement à la discipline académique de l'économie pour l'interprétation, il serait difficile de comprendre comment une nation fortement financiarisée peut convaincre d'autres pays de continuer à produire des produits réels, physiques, que les citoyens d'une nation fortement

endettée se vendent les uns aux autres et consomment à des taux qui ne sont pas compensés par les exportations nettes.

Il est difficile de rationaliser – bien que les économistes, à *force de répétitions et d'affirmations*, essaient – comment la Bourse de New York peut valoir 32,7 milliards de dollars alors qu'il n'y a que 2,3 milliards de dollars en circulation, s'il ne s'agit pas d'une pyramide de Ponzi glorifiée, truffée de titres et de fraudes comptables.

Il existe peut-être des explications plausibles, bien que tirées par les cheveux, sur la façon dont la valeur des actions de WeWork est passée de 4,4 milliards de dollars à 47 milliards de dollars en trois mois, mais nous sommes à court de mots lorsque nous enquêtons sur la façon dont 50 % de la richesse déclarée de cette entreprise a disparu de l'économie nationale en un jour.

Tous les chemins mènent au dollar américain, la monnaie de réserve mondiale, et à une autre énigme à résoudre. De 2008 à 2011, il a été découvert que la Réserve fédérale avait transféré 16 000 milliards de dollars de crédit bon marché qu'elle avait imaginé pour soutenir plusieurs banques et entreprises à travers le monde – une histoire que l'entité privée d'impression de billets s'est efforcée de garder secrète, hors de portée du public.

Pendant des années, le dollar a prospéré sous un régime de taux d'intérêt de 0 %, de déficits commerciaux massifs et de niveaux records d'emprunts et de dépenses fédérales. Le dollar américain reste un poids lourd et l'inflation – même si elle se fait davantage sentir aujourd'hui – ne provoque pas les crises apocalyptiques de la balance des paiements observées ces dernières années en Argentine ou en Grèce.

Les raisons de cette situation vont au-delà de l'économie conventionnelle, qui manque généralement d'examen du pouvoir et de la politique. La véritable force derrière le dollar omnipotent découle de la conquête impériale et de l'établissement de règles et d'institutions économiques créées par les vainqueurs après la Seconde Guerre mondiale. Certains appellent ce système post-industrialisme, mondialisme ou néolibéralisme, mais tous décrivent le même programme : le monde doit commercer en dollars américains, libeller ses dettes en dollars américains, libéraliser ses marchés et continuer à emprunter à des conditions souvent usuraires auprès des banquiers américains.

Ce nouvel ordre a été établi lors de la conférence de Bretton Woods en 1944. Lors de cette réunion de 44 nations, deux Juifs – Harry Dexter White et Henry Morgenthau – ont créé le Fonds monétaire international (FMI), qui agirait comme une structure de prêt prédatrice centrée sur le dollar pour toute l'Humanité.

Ce transfert radical de pouvoir ne convenait pas à tout le monde, y compris aux membres de la Grande Alliance. À Bretton Woods, White et Morgenthau se sont heurtés à la résistance de l'économiste britannique John Maynard Keynes, qui a suggéré la création d'une banque centrale mondiale qui émettrait une

monnaie neutre, le Bancor, afin d'éviter les abus prévisibles du pouvoir de monopole monétaire dont Washington et New York allaient jouir dans le cadre du système du FMI. Bien que Keynes soit beaucoup plus connu, plus respecté au niveau international et plus convaincant dans le débat contre White et Morgenthau, son idée a été écartée en raison du fait que, par le biais du Lend-Lease Act, l'Amérique est devenue le créancier de l'Empire britannique. L'Union soviétique refusa catégoriquement de signer cet accord, mais son économie ayant été dévastée par la guerre, elle n'a pas non plus eu d'influence. Le mark allemand et le franc français étant détruits ou en perdition, les superpuissances européennes, épuisées et brisées, n'ont eu d'autre choix que d'accepter la dictature du dollar.

C'est ici que White et Morgenthau, fortement motivés par leur identité ethnique juive, ont forgé un squelette qui permettrait au monde de la haute finance, dominé par les Juifs, de devenir roi du monde.

Les pires craintes de Keynes se sont réalisées dès la fin de la guerre. Les États-Unis ont soudainement coupé toutes les lignes de crédit de la Grande-Bretagne après le jour de la Victoire sur le Japon et ont exigé des renégociations en échange de la poursuite de l'aide à l'allié supposé, militairement affaibli et en faillite. Les conditions extorquées du nouveau prêt comprenaient l'ouverture des vastes marchés protégés de l'Empire britannique aux entreprises américaines, la neutralisation de la livre sterling par des attaques contre sa convertibilité et diverses réformes visant à démanteler l'Empire britannique et le niveau de vie des travailleurs britanniques. Le prêt anglo-américain, comme on l'a désormais appelé, exigeait le paiement d'intérêts ainsi qu'un accord autorisant l'installation de bases militaires américaines sur les territoires britanniques. La Chambre des Lords a protesté contre cette prise de contrôle par l'argent et la puissance militaire des États-Unis, mais Keynes, malade et démoralisé, a été contraint par le fragile gouvernement travailliste de Clement Atlee de capituler. Il a fallu 50 ans au Royaume-Uni pour rembourser ces dettes.

Washington s'est retrouvé en possession d'opportunités infinies après la soumission militaire des puissances industrielles que sont l'Allemagne et le Japon, la base manufacturière américaine saine et sauve et la transformation de la Grande-Bretagne en un État vassal. L'« ordre libéral fondé sur des règles » – dans lequel Washington établit les règles et les enfreint quand bon lui semble – est né.

Dans le cadre de l'accord initial de Bretton Woods, Washington avait promis que le nouvel ordre économique fixerait la valeur du dollar sur l'or pour empêcher son utilisation abusive. Cela n'a pas duré.

Le dollar adossé à l'or a été une source de consternation pour New York et Washington tout au long de son existence, mais les choses ont atteint leur paroxysme dans les années 1960.

Avant son renversement lors de la tristement célèbre révolution de couleur menée par les Juifs en 1968, le général Charles De Gaulle cherchait à

réaffirmer la souveraineté française contre le « privilège exorbitant » du dollar américain en abandonnant l'offre de dollars de son pays pour sa valeur en or. Bien que De Gaulle ait été renversé en 1969, sa rébellion contre le dollar a réussi à épuiser les réserves d'or du Trésor américain. Cela a abouti à une ruée sur le dollar américain – le « choc Nixon » – qui a forcé la Maison-Blanche, désespérée, à mettre arbitrairement fin à l'étalon-or de Bretton Woods en 1971 pour éviter un effondrement économique.

Depuis lors, le dollar a, de manière contre-intuitive, gagné en importance. L'économie postindustrielle américaine, axée sur la finance, a entraîné de graves souffrances économiques pour la classe ouvrière et la classe moyenne dans le pays, mais elle offre également aux oligarques du monde entier une incitation tentante à s'enrichir rapidement. Les étrangers détiennent aujourd'hui 40 % du capital des États-Unis, ce qui fait de l'acquiescement aux caprices politiques et impériaux de Washington et de New York un prix que beaucoup sont prêts à payer.

Pour les gouvernements et les élites étrangers peu enclins au risque, il est également rentable et sûr d'acheter de la dette américaine. Lorsqu'un débiteur possède une machine capable d'imprimer l'argent qu'il doit, il y a fort à parier que les créanciers seront remboursés, avec intérêts. Dans le cas de la Chine, maintenir le dollar fort tout en dévaluant le yuan en achetant la dette de Washington a traditionnellement servi de solution gagnant-gagnant, maintenant à un niveau élevé la demande des consommateurs américains pour les produits chinois.

Alors que les forces ploutocratiques à Washington deviennent de plus en plus agressives et misanthropes, plusieurs pays commencent à réexaminer leur entente avec l'empire américain. La politisation et la militarisation du dollar américain et le pouvoir américain sur les institutions financières, comme on l'a vu ces dernières années avec des régimes de sanctions totales et des gels d'actifs visant des pays comme l'Iran et la Russie, amènent de nombreuses personnes à remettre en question leur relation avec l'économie américaine.

Ce n'est qu'une question de temps avant que les ennemis de l'Amérique, dont la liste ne cesse de s'allonger, ne décident de couper l'herbe sous le pied de l'économie américaine. Une telle manœuvre pourrait provoquer le chaos dans la finance et le commerce mondiaux, mais les conséquences les plus graves seraient réservées à la classe dirigeante américaine à l'intérieur du pays, alors que le niveau de vie des gens ordinaires s'effondrerait.

Des taux d'intérêt sans précédent ont donné l'impression que le dollar est plus fort que jamais, mais il s'agit d'une illusion construite par la cannibalisation de l'Europe et du Japon. En soi, l'économie américaine désindustrialisée n'est ni compétitive ni durable.

Baisse du niveau de vie

Il est bien établi que l'une des principales sources d'instabilité politique

(populisme, désespoir, révolution, etc.) est l'inégalité des richesses. Aujourd'hui, les États-Unis ont la répartition des richesses la plus déséquilibrée du monde développé, avec un coefficient de Gini de 41,5 (comparé aux deux rivaux du « second monde » : 36 en Russie et 38,2 en Chine).

Le véritable état de l'économie américaine est caché sous des piles de livres truqués et des gros titres de propagande exagérés comme « L'étonnante croissance économique de l'Amérique passe à la vitesse supérieure », mais cela peut à peine cacher les anecdotes croissantes qui gagnent des dizaines de millions de vues, comme des femmes sur les chaînes populaires TikTok déclarant que le nouveau « rêve américain » est d'émigrer.

Une partie de la désillusion massive à l'égard de l'économie américaine trouve son origine dans la manière dont elle sera structurée en 2024 par rapport à l'âge d'or de la classe moyenne des années 1950. L'impression générale est que le niveau de vie de la majorité des gens s'est dégradé.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'économie américaine représentait 45 % du PIB mondial, largement tirée par la production de biens physiques de haute qualité. Aujourd'hui, cette part de la richesse mondiale est tombée à 25 %, ce qui reste impressionnant, mais la répartition de cette activité économique a changé.

La financiarisation radicale de l'économie stimulée par les théories de l'économiste juif Milton Friedman dans les années 1980 a inauguré un nouveau système qui a commencé à centraliser le pouvoir économique et politique entre les mains de forces non productives du secteur des finances, des assurances et de l'immobilier (FIRE([3] Finance, Insurance, and Real Estate en anglais – NdT.))).

Selon les données recueillies par Greta Krippner, en 1954, près de 40 % de la population active américaine était employée dans le secteur manufacturier, contre environ 5 % participant aux activités FIRE. Les États-Unis avaient déjà dépassé l'Empire britannique sur le plan économique après la Première Guerre mondiale, et le besoin mondial de produits américains a fait du pays une superpuissance exportatrice après la Seconde Guerre mondiale.

Au cours de la même période, ces 40 % de travailleurs du secteur manufacturier ont créé 35 % du PIB américain, tandis que le marché FIRE représentait environ 13 % de l'économie.

Cette influence sur l'économie a permis aux travailleurs américains de détenir un levier important sur le capital. En 1954, 35 % des salariés américains étaient syndiqués.

Suite à la mise en œuvre du friedmanisme pendant la « révolution Reagan », cette synergie socio-économique a été renversée.

En 2022, le Bureau of Labor Statistics a rapporté que seulement 12,8 % des

travailleurs américains sont employés dans le secteur de la production de biens (construction, mines et fabrication). D'un autre côté, 70 % des Américains travaillent désormais dans le secteur des services, contre 15 % en 1954.

Moins de 10 % des travailleurs américains (environ 30 millions) sont employés à la fois dans le marché FIRE et dans les services professionnels qui les desservent (comptables, avocats, consultants, conseillers financiers, etc.). Pourtant, le pourcentage du PIB contrôlé par ce secteur a considérablement augmenté, passant de 13 % à 33 % aujourd'hui.

Les dépenses publiques (11,6 %) ont désormais dépassé l'industrie manufacturière (11 %) en termes de contribution au PIB. Ce phénomène est étroitement lié à l'effondrement des taux de syndicalisation, qui sont tombés à 10 %, bien que, même dans ce cas, environ la moitié des organisations syndicales soit composée de syndicats du secteur public qui détournent l'argent des contribuables. D'autres facteurs, tels que l'immigration de masse et l'externalisation – des éléments essentiels de la politique néolibérale antidémocratique et antipatriotique – jouent également un rôle important dans l'affaiblissement du pouvoir des travailleurs ([4] ou l'amointrissement de la main-d'œuvre ouvrière – NdT.)).

Cette inégalité est encore aggravée par le plan économique de l'élite dirigeante américaine, axé sur la finance. Le mois dernier, on a appris que 10 % des Américains détenaient 93 % de toutes les actions. En ce qui concerne les bilans, le code fiscal américain punit le travail productif (impôt sur le revenu) tout en encourageant les activités spéculatives (faibles impôts sur les plus-values), ce qui signifie que les riches s'enrichissent tandis que la classe ouvrière s'appauvrit.

La stagnation de la création de richesses pour les salariés, en conjonction avec les activités moralement dangereuses du FIRE soutenues par la Fed, a rendu les nécessités de base comme le logement et la nourriture de plus en plus difficiles à payer pour les gens ordinaires.

Sur le papier, les travailleurs américains sont parmi les plus riches de la planète, avec un revenu médian compris entre 55 000 et 60 000 dollars par an. Mais il s'agit d'un chiffre politique créé par omission plutôt que par le reflet du niveau de vie réel.

Par exemple, un travailleur gagnant 50 000 dollars par an ne gagne qu'environ 39 129 dollars après impôts. Les employés américains de la tranche intermédiaire (50 à 100 000 dollars) paient 22 % d'impôt sur le revenu, ce qui est inférieur à la moyenne de l'OCDE (34 %), mais en échange d'un tiers de plus, les citoyens des autres pays développés bénéficient de transports publics de haute qualité., des soins de santé universels et une éducation gratuite, tandis que les travailleurs américains sont censés payer tout cela de leur poche, souvent au moyen de prêts à taux d'intérêt élevés et de cartes de crédit. Le résultat est que le ménage moyen aux États-Unis est endetté de 128 824 dollars (17 300 milliards de dollars au total), dont une part

croissante provient de la dépendance excessive aux cartes de crédit pour joindre les deux bouts.

Pour qu'un ménage américain appartienne de manière plausible à la « classe moyenne », deux revenus sont nécessaires, mais cela ne constitue pas une garantie. En 2019, il a été découvert que 44 % des Américains occupent des emplois rémunérés à 18 000 dollars par an ou moins. Pour cette population – les travailleurs pauvres et les indigents – l'État fournit de la nourriture, une assurance sociale, des allocations sociales et des subventions aux soins de santé, ce qui accentue encore davantage le problème de la balance des paiements.

Cela a conduit à une évolution délicate, où des pays perçus comme un second monde, y compris la Russie, rivale des États-Unis, ont commencé à rattraper le niveau de vie longtemps admiré des États-Unis.

Après ajustement à la parité de pouvoir d'achat (PPA), un travailleur russe gagnant le salaire médian de Moscou de 19 200 dollars par an peut se permettre le même style de vie qu'un travailleur américain gagnant 72 000 dollars par an dans une grande ville américaine (Chicago, Los Angeles, New York, etc.).

Les travailleurs russes paient un impôt forfaitaire de 13 % sur leurs revenus, ce qui leur permet en retour de bénéficier de transports publics de qualité et d'un système de santé universel. Selon les statistiques de 2017, la Russie a un taux de syndicalisation presque trois fois supérieur à celui des États-Unis, soit 27,5 %. Les travailleurs russes bénéficient de 28 jours de vacances payées chaque année, contre 11 jours en moyenne pour leurs homologues américains. 23 % des travailleurs russes sont employés dans les domaines de la production de biens, et 5,8 % supplémentaires participent au secteur agricole (la production agricole russe a doublé depuis le début des sanctions occidentales en 2022).

La répartition déséquilibrée des richesses reste un problème en Russie, mais le règne de Vladimir Poutine a considérablement amélioré la situation. Parmi les « Sept oligarques » hautement juifs qui, à un moment donné dans les années 1990, contrôlaient la moitié des richesses russes et la quasi-totalité de ses médias, la majorité d'entre eux ont été soit emprisonnés, soit contraints à l'exil par le gouvernement Poutine.

Les défenseurs de la domination économique mondiale de Washington citent souvent le milliard de personnes qui sont sorties de la pauvreté depuis 1990. Pourtant, l'essentiel de ce travail de lutte contre la misère s'est déroulé en Chine, où 800 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté. Une grande partie de cette croissance de la richesse réelle a été tirée par le secteur manufacturier chinois, qui emploie 28 % des travailleurs. Le doublément de la classe moyenne chinoise entre 2012 et 2022 a permis à l'État de commencer à réorienter son économie vers la consommation intérieure alors que la guerre commerciale avec les États-Unis s'intensifie.

Taille, Balance commerciale et dette

Les médias américains ont prédit à tue-tête l'effondrement imminent de l'économie chinoise, mais en 2023, la Chine a connu une croissance du PIB de 5,2 %, contre 2,5 % pour les États-Unis.

Parmi ceux qui parient sur le fait que l'économie chinoise continuera à croître deux fois plus vite que l'économie américaine, on trouve les industriels américains les plus antipatriotiques. Tim Cook d'Apple, Elon Musk de Tesla et d'autres ont passé l'année 2023 à visiter la Chine pour annoncer l'expansion de leur participation économique dans le pays, malgré les efforts de Pékin pour surveiller et réglementer étroitement les investissements étrangers.

Pour les capitalistes occidentaux, perdre l'accès au marché chinois est impensable. En ajustant le PIB à la parité de pouvoir d'achat, l'économie chinoise a depuis longtemps dépassé celle des États-Unis. En 2023, la Chine représentait 30 300 milliards de dollars, tandis que les États-Unis arrivent en deuxième position avec 25 400 milliards de dollars.

Un fait moins connu est que l'année dernière, la Banque mondiale a rapporté que l'économie sanctionnée de la Russie (5 320 milliards de dollars) a discrètement dépassé l'Allemagne (5 300 milliards de dollars) pour devenir la plus grande économie d'Europe et la cinquième de la planète. Si la Russie dépasse le Japon stagnant (5 700 milliards de dollars) d'ici un an ou deux, trois des quatre plus grandes économies du monde appartiendront aux BRICS.

En y regardant de plus près, il convient de constater qu'il existe de sérieuses différences dans la santé de ces économies respectives. La Chine, dont le système économique est conçu pour exporter plus qu'elle n'importe, bénéficie actuellement d'un excédent commercial de 877 milliards de dollars, tandis que les Russes, riches en ressources, ont perdu 140 milliards de dollars grâce à la rotation de leur marché pétrolier vers l'Asie. En revanche, les États-Unis ont enregistré un déficit commercial de 773 milliards de dollars en 2023, même s'il s'agit encore d'une amélioration relative par rapport au déficit de près de mille milliards de dollars de l'année précédente.

La dette s'élève actuellement à 112 % du PIB américain, contre 66,5 % en Chine et 15,1 % en Russie. Le protectorat asiatique le plus important des États-Unis, le poids lourd économique japonais, est soutenu par une dette de moins en moins viable qui représente 232 % de son PIB.

Même si le « privilège exorbitant » du dollar américain peut permettre à l'Amérique d'importer bien plus qu'elle n'exporte, sa base manufacturière vidée de sa substance la place dans une situation sérieusement désavantageuse à l'ère de la concurrence des grandes puissances.

Entre le vaste potentiel manufacturier de la Chine et les abondantes ressources naturelles de la Russie, nous arrivons à un point où les sanctions

et les guerres commerciales lancées par le G7 nuisent davantage aux agresseurs qu'à leur cible.

Selon l'indice de vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement, les États-Unis sont le pays au monde le plus vulnérable aux interruptions du commerce mondial. Cette interdépendance, où les États-Unis consomment sans produire, révèle une énorme disparité avec les Chinois, pleinement autosuffisants. Les droits de douane imposés par l'administration Biden sur 300 milliards de dollars de produits chinois imposés par l'ère Trump ont causé bien plus de dégâts aux capitalistes américains qu'aux entreprises chinoises.

Cette dynamique se ressent également dans le domaine des conflits cinétiques, comme le montre l'évolution de la guerre en Ukraine. La capacité de l'industrie russe à résister simultanément aux sanctions mondiales et à produire rapidement des armes a déconcerté l'OTAN. Le bloc atlantiste est incapable de continuer à fournir au régime Zelensky les armes nécessaires pour conserver le statut militaire artificiel de l'Ukraine, dont il a joué contre la Russie en 2022 et une partie de 2023.

Détrôner le roi du dollar

Le dollar américain, exceptionnellement puissant, est une source de misère à la fois pour les Américains ordinaires et pour une grande partie du monde.

Le taux de change élevé du dollar (et dans une moindre mesure de l'euro) par rapport aux autres monnaies mondiales est l'un des principaux moteurs de l'immigration massive des pays du Sud vers l'Occident, car les fonds envoyés par les migrants contribuent largement à l'économie de leur pays d'origine. Les immigrants qui versent de grosses sommes d'argent aux passeurs pour qu'ils les amènent en Occident sont souvent à la recherche de dollars et d'euros – un investissement qui ne vaudrait pas la peine si ces monnaies étaient ramenées à un taux de change plus réaliste et plus compétitif.

Au niveau national, en dehors des bénéfiques records réalisés par les sept premières entreprises (en grande partie des entreprises technologiques surévaluées et des opérations improductives d'extraction de données comme Meta et Google) du S&P 500, les entreprises américaines généralement non rentables ont été durement touchées par la hausse des taux d'intérêt. L'absence de flux de crédit bon marché a provoqué en 2023 un nombre record de faillites depuis 13 ans, ainsi que la plus grande faillite bancaire depuis la crise de 2008.

À cela s'ajoute l'incitation à maintenir les salaires aussi bas que possible en Occident ainsi qu'à sous-traiter, en raison de la nécessité du capitaliste américain de maintenir les prix de ses marques (Teslas, iPhones, etc.) à un niveau accessible pour les classes moyennes supérieures des pays moins développés. Si les importations sont bon marché grâce à cette relation, l'inconvénient est que les Américains ont du mal à acheter les produits de première nécessité qui doivent être achetés dans leur pays.

Lors de la réunion du G10 en 1971, le secrétaire au Trésor américain John Connally a déclaré aux « alliés » européens que le dollar américain était « notre monnaie et votre problème ». Un dollar fort permet à Washington d'éviter les problèmes politiques engendrés par une inflation galopante en obligeant l'Europe et l'Asie de l'Est à en subir les conséquences. Les pays industriels pauvres en ressources, tels que le Japon et l'Allemagne, sont contraints d'importer des matières premières – généralement en dollars – ce qui, parallèlement à l'arrêt de l'approvisionnement en matières premières par le biais des sanctions imposées à la Russie, a fait grimper le prix de leurs produits manufacturés au point de provoquer des contractions massives dans ces deux économies.

En d'autres termes, le dollar nuit à presque toutes les parties prenantes, à l'exception de l'élite américaine, majoritairement juive. Ces dernières années, ils ont arraché leur masque en utilisant le contrôle de la monnaie de réserve mondiale et des institutions financières pour lancer des attaques géopolitiques visant à affamer l'Iran et la Russie jusqu'à l'effondrement.

Pour une grande partie de l'élite mondiale, les actifs américains (actions, immobilier, etc.) sont attractifs en raison de leur taux élevé de rentabilité rapide. Cela a traditionnellement donné aux États-Unis un degré élevé de levier économique sur les pays étrangers, mais la guerre en Ukraine a amené de nombreux pays à reconsidérer leurs investissements. En fait, on pourrait dire qu'ils recherchent une issue de secours.

En 2022, les États-Unis et leurs pays vassaux du G7 ont confisqué unilatéralement 300 milliards de dollars d'actifs russes détenus sur leurs territoires, sur instruction de Washington et de New York. Cela s'est accompagné du retrait de Moscou du système SWIFT, contrôlé par les États-Unis. Le but de cette entreprise était le sabotage économique : empêcher la Russie de remplir ses obligations financières et ainsi « transformer le Rouble en ruines ». ([5] En anglais, jeu de mots : « turn the Rubel into rubble » – NdT) Frustrée par l'absence de résultats souhaités, la vindicative secrétaire juive au Trésor américaine, Janet Yellen, a récemment lancé l'idée de donner tout l'argent volé de la Russie à l'Ukraine.

Naturellement, la majeure partie du monde – la majorité qui a refusé de participer aux sanctions contre la Russie – a été inquiétée par cette militarisation de la puissance économique américaine. Les superpuissances énergétiques et manufacturières que sont la Russie, la Chine et l'Iran ont déjà largement dédollarisé leurs échanges bilatéraux, principalement par nécessité, mais ce qui devrait être plus alarmant pour les décideurs politiques de Washington, c'est que désormais des pays partie intégrante du succès du dollar, comme la France et l'Arabie Saoudite, commencent à signer des accords commerciaux financés par des échanges de devises et des yuans.

La menace la plus grave pour la domination financière américaine vient des BRICS, qui ont officiellement ajouté cinq nouveaux membres cette année. Trois de ces nouveaux participants – l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis – sont des puissances productrices de pétrole. Au total, les

membres des BRICS contrôleront désormais plus de 30 % du marché mondial de l'énergie, éclipsant les États-Unis à 21 %. Les BRICS consommeront également 31 % de l'énergie mondiale (la dépendance énergétique de l'Inde est la principale raison pour laquelle elle a refusé de sanctionner la Russie), ce qui, dans ce seul domaine, les incitera énormément à abandonner le dollar.

L'Irak, qui produit 5 % supplémentaires de l'approvisionnement mondial en pétrole, est également impatient de rejoindre les BRICS, mais cet effort a été bloqué par l'occupation militaire américaine de son pays. Dans les circonstances actuelles, l'économie pétrolière irakienne est entièrement gérée par la Réserve fédérale de New York. Si l'Irak et l'Iran travaillent ensemble pour expulser l'armée américaine du pays, il est peu probable que Bagdad reste dans la sphère d'influence de Washington.

Les BRICS ont exprimé leur intérêt pour la création de nouvelle monnaie à échanger, soutenue par un panier de leurs monnaies locales et leurs capacités respectives en matière de ressources et de fabrication. Aujourd'hui, les pays du G7 ne contribuent qu'à environ 30 % de l'activité économique mondiale après ajustement des PPA.

Il existe cependant plusieurs obstacles et différences irréconciliables entre les pays des BRICS. Les États-Unis peuvent faire ce qu'ils veulent dans un ordre de plus en plus multipolaire en raison de leur puissante emprise militaire et financière sur les économies européenne, japonaise, taïwanaise et coréenne, tandis que parmi les BRICS, aucun pays n'est intéressé ou capable de ce type d'hégémonie. Des rumeurs se répandent selon lesquelles il est prévu de dévoiler un tueur de dollars lors de la conférence des BRICS organisée en Russie cette année, mais cela doit être pris avec des pincettes.

En général, une monnaie BRICS n'est pas vraiment nécessaire, et il serait insensé de considérer la prédominance du dollar américain comme acquise, indépendamment de ce qui se passera ensuite. Plutôt qu'une monnaie unique opposée, il est plus envisageable que le monde augmente le commerce bilatéral via les monnaies nationales jusqu'à ce que le dollar meure à cause de mille coupures.

Les atermoiements des décideurs politiques américains en matière de relocalisation de l'industrie aux États-Unis ou à proximité laissent présager que Washington se prépare au pire.

Bidénomique : pourquoi la relocalisation échouera

La plupart des malheurs impériaux de l'Amérique pourraient être résolus en poursuivant une politique d'autarcie. Avec sa vaste population, sa sécurité physique face à ses rivaux et sa grande population, cela est dans le domaine du possible, la question est donc de savoir si la volonté est là.

C'est là qu'intervient Bidenomics, un ensemble de projets de loi d'une valeur de plusieurs centaines de milliards de dollars visant à s'écarter du « consensus de Washington » néolibéral et à faire sauter les toiles

d'araignée de l'industrie américaine. Jusqu'à présent, ce projet a produit des résultats dérisoires.

Prenons par exemple la loi CHIPS and Science Act de 2022. Dans le but de vaincre la Chine dans les domaines mondiaux de l'IA et des semi-conducteurs, le gouvernement américain offre des subventions et des allègements fiscaux massifs à des entreprises telles qu'Intel, TSMC, Nvidia, etc. pour qu'elles investissent dans la recherche et le développement, ramènent leur production aux États-Unis et laissent la Chine sur le carreau.

Les limites de l'économie capitaliste américaine centrée sur l'actionnariat apparaissent au premier plan. Dans le cas de Nvidia, la société s'est lancée dans un programme massif de rachat d'actions de 25 milliards de dollars, ce qui a amené certaines analystes à mettre en garde contre la hausse de la valeur des actions de la société, qui est fautive et dissociée de sa rentabilité. La loi CHIPS interdit aux entreprises de voler les subventions versées aux contribuables par le biais de ce type d'activité spéculative, mais aucune condition n'est attachée une fois qu'elles ont investi le strict minimum. Cela signifie qu'ils jouent sur le marché boursier dans l'intérêt de réaliser des transactions intéressées plutôt que de faire un effort de bonne foi pour investir dans le développement dans l'espoir de réaliser des bénéfices à long terme.

Nvidia a même dépensé de l'argent pour trouver des moyens de contourner les sanctions américaines sur les semi-conducteurs contre la Chine (premier consommateur mondial de tels appareils), ce qui a conduit à l'absurdité de l'utilisation potentielle de subventions publiques pour trouver des solutions de contournement qui continuent d'aider les ennemis du gouvernement américain.

Intel est un autre délinquant en matière de rachats d'actions. De 2022 à 2023, la société a augmenté son programme de rachat d'actions de 91 %, soit 5,5 milliards de dollars. Ce cycle de cupidité et de stagnation est en partie alimenté par des parasites qui cherchent agressivement à vendre à découvert les actions d'Intel, qui se sont révélées très volatiles. L'État chinois a neutralisé les effets néfastes de la vente à découvert sur l'économie en l'interdisant purement et simplement, mais une telle initiative de l'État américain nécessite l'exercice d'un pouvoir sur la finance que notre ploutocratie n'a pas.

Quant à l'installation révolutionnaire de 40 milliards de dollars de Taiwan Semiconductor Manufacturing Company à Phoenix, les célébrations ont eu lieu avant les résultats. L'ensemble du projet a souffert d'importants retards de haut en bas. TSMC a récemment annoncé qu'il ne pourrait pas démarrer la production de semi-conducteurs avant 2025 en raison d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

Une partie du défi économique auquel l'Amérique est confrontée réside dans le manque relatif de diplômés en STEM([6] Science, Technology, Engineering, Mathematics (science, technologie, ingénierie, mathématiques) – NdT)). Selon

Facing Reality de Charles Murray, les Américains blancs ont un QI moyen de 103, tandis que les méso-américains ont un QI de 94 et les Noirs de 91. En utilisant ces données, nous pouvons conclure que les changements drastiques dans la composition raciale des États-Unis au cours des 40 dernières années ont fondamentalement abaissé le QI national.

Mais le QI n'est pas nécessairement une fatalité. Le QI de l'Iran est inférieur à celui des États-Unis (98), mais l'État iranien a investi massivement dans l'identification et l'éducation des étudiants doués afin de survivre aux attaques incessantes contre sa souveraineté et aux meurtres de ses scientifiques par l'ordre mondial sioniste. Le résultat de cette politique prudente se reflète dans l'essor inattendu et soudain de l'Iran en tant que producteur d'armes sophistiquées, notamment de missiles hypersoniques. Actuellement, 41 % des étudiants chinois obtiennent leur diplôme en STEM, 37 % en Russie et 33 % en Iran, tandis que les États-Unis sont à la traîne avec 20 %.

Le mépris que l'élite américaine, fortement juive, éprouve pour les Américains blancs doit également être pris en compte. Un exemple est la disposition bizarre de la loi CHIPS qui ordonne aux bénéficiaires de boycotter les fournisseurs et les travailleurs d'origine européenne. Dans l'enseignement supérieur, qui aux États-Unis est une entreprise coûteuse et à but lucratif, pratiquement toutes les bourses d'études en ingénierie exigent que les candidats appartiennent à une minorité ou soient des femmes.

La décision de la Cour suprême des États-Unis d'annuler la discrimination positive dans l'enseignement supérieur l'année dernière semble être conçue pour tenter de ramener les Blancs dans la maison pour combattre la Russie, l'Iran et la Chine. On ne sait pas jusqu'où cela ira dans la pratique, car la plupart des universités d'élite américaines semblent idéologiquement engagées à exclure les blancs non juifs et il existe peu de ressources juridiques accessibles aux étudiants blancs.

Nous constatons des problèmes identiques dans le secteur manufacturier, où les largesses financées par l'État entraînent une expansion initiale de l'activité industrielle qui s'essouffle peu de temps après. Il semble que, quel que soit le montant dépensé par le gouvernement, il ne dispose tout simplement d'aucun mécanisme pour forcer les capitalistes à investir dans l'augmentation de la production ou dans le développement des marchés en dehors des domaines contraignants (comme la technologie et la finance).

Il s'agit d'une conséquence de la corruption intrinsèque qui sévit dans tout système capitaliste libéral.

Pour la Chine et la Russie, les économies sont planifiées de manière centralisée autour de l'autonomie à des degrés divers. Les deux pays connaissent la corruption, mais ils la poursuivent de manière agressive, notamment dans le cas chinois en infligeant régulièrement la peine de mort aux oligarques et aux fonctionnaires compromis.

Les États-Unis divergent radicalement. Aux États-Unis, il est légal pour les fonctionnaires de recevoir des paiements du secteur financier (par le biais du « lobbying », des PAC ([7] Political Action Committees (Comités d'action politique)–NdT)) et d'autres pratiques interdites dans les États concurrents), réduisant ainsi l'indépendance des États et rendant difficile pour les représentants politiques de discipliner le capital.

Il est impossible de spéculer sur l'ampleur des fraudes en matière de valeurs mobilières et de comptabilité dans l'économie américaine à l'heure actuelle, mais le taux record de poursuites pénales en col blanc devrait être interprété comme un clin d'œil à Wall Street.

La question est de savoir combien de temps encore le monde va supporter cette situation. Un seul coup de vent pourrait faire s'écrouler tout le château de cartes économique et lancer l'Amérique dans des eaux totalement inconnues et périlleuses. Une classe dirigeante rationnelle aurait accepté le fait que les rôles se sont inversés et aurait commencé à nouer des relations avec la Chine, l'Iran et la Russie.

Au lieu de cela, l'oligarchie de Washington-New York-Californie redouble de déni et intensifie ses actions menaçantes à l'encontre des peuples du monde et de ceux d'entre nous qui ont le malheur d'être sous leur coupe.

Notes additionnelles (non incluses dans l'article original)